



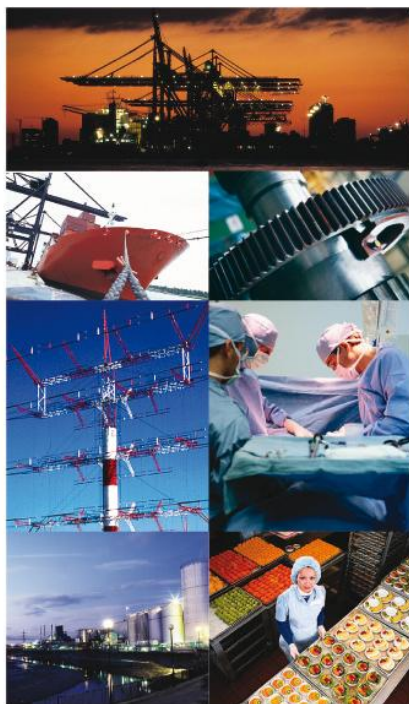
**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DIJON**  
22 Rue d'ASSAS  
21016 DIJON CEDEX

**À l'attention de Monsieur GAVIGNET**

**Repérage complémentaire des matériaux de la liste B /  
Eléments extérieurs figurant à l'annexe 13-9 du Code de  
Santé Publique**

**RAPPORT N° 26966 DIJON TRIBUNAL ADMI**

Ce rapport annule et remplace les éventuels rapports précédents



**Lieu d'intervention :**

Bâtiment Tribunal administratif de Dijon  
22 rue d'ASSAS  
21016 DIJON CEDEX

**N° D'AFFAIRE : 26966 DIJON TRIBUNAL ADMI  
RAPPORT ETABLI LE : 28/07/2021**

**CODE PRESTATION : CDAM0160-9**



## SOMMAIRE :

<b>INFORMATIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>3</b>
DESIGNATION DU BATIMENT .....	3
DÉSIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE.....	3
DÉSIGNATION DU PROPRIÉTAIRE .....	3
EXÉCUTION DE LA MISSION .....	3
SIGNATURE DE L'OPÉRATEUR DE REPERAGE .....	3
<b>CONCLUSION(S) DU RAPPORT .....</b>	<b>4</b>
<b>RESULTATS DU REPERAGE .....</b>	<b>4</b>
MATERIAUX ET PRODUITS DE LA LISTE B / ELEMENTS EXTERIEURS CONTENANT DE L'AMIANTE .....	4
MATERIAUX OU PRODUITS DE LA LISTE B / ELEMENTS EXTERIEURS NE CONTENANT PAS D'AMIANTE .....	4
<b>PRECONISATIONS .....</b>	<b>4</b>
<b>COMMENTAIRES RELATIFS A LA PRESTATION .....</b>	<b>5</b>
OBJECTIF .....	5
REFERENCES REGLEMENTAIRES .....	5
CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE.....	5
<b>PROGRAMME ET PERIMETRE DE LA MISSION .....</b>	<b>5</b>
<b>RAPPORT(S) ANTERIEUR(S).....</b>	<b>6</b>
<b>ANNEXE 1 CROQUIS .....</b>	<b>7</b>
<b>ANNEXE 2 ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS .....</b>	<b>8</b>
<b>ANNEXE 3 PROCES VERBAUX D'ANALYSES .....</b>	<b>8</b>
<b>ANNEXE 4 ATTESTATION DE COMPETENCE.....</b>	<b>9</b>
<b>ANNEXE 5 ATTESTATION D'ASSURANCE.....</b>	<b>10</b>

1	INFORMATIONS GÉNÉRALES
1.1	DESIGNATION DU BATIMENT

Adresse : **Bâtiment Tribunal administratif de Dijon** Référence Cadastre : **Non communiqué**  
**22 rue d'ASSAS**  
**21016 DIJON CEDEX** Date du Permis de Construire :

Bâtiment :

Nature du bâtiment : **Bâtiment Tribunal administratif de Dijon**

Cat. du bâtiment :

1.2	DÉSIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE	DÉSIGNATION DU PROPRIETAIRE
-----	--------------------------------	-----------------------------

Nom : **TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DIJON** Nom : **TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DIJON**  
 Adresse : **22 Rue d'ASSAS** Adresse : **22 Rue d'ASSAS**  
**21016 DIJON CEDEX** **21016 DIJON CEDEX**

Qualité :

1.3	EXÉCUTION DE LA MISSION
-----	-------------------------

**Rapport N° : 26966 DIJON TRIBUNAL ADMI** Laboratoire d'Analyses : **SYNLAB Analytics & Services B.V.**  
 Repérage réalisé par : **ROUHETTE Etienne** Adresse laboratoire : **99-101 avenue Louis Roche**  
 N° certificat de qualification : **CPDI5390 Version 001** **92230 GENNEVILLIERS**  
 Date d'obtention : **03/10/2019** Numéro d'accréditation : **L028**  
 Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par :  
**ICERT** Organisme d'assurance professionnelle : **AXA FRANCE IARD**  
 Adresse assurance : **313 Terrasse de l'ARCHE**  
 Date de la commande : **28/07/2021** **92727 NANTERRE CEDEX**  
 Accompagnateur : **Monsieur GAVIGNET** N° de contrat : **5271124804**  
 Date de validité : **31/12/2021**

1.4	SIGNATURE DE L'OPERATEUR DE REPERAGE	DATE D'ÉTABLISSEMENT DU RAPPORT
-----	--------------------------------------	---------------------------------

Nom du diagnostiqueur : **ROUHETTE Etienne** Lieu et date d'établissement du rapport  
**AGENCE DE DIJON 4 rue Louis de Broglie Parc Technologique**  
**BP 37004 21070 DIJON CEDEX** Fait à **DIJON CEDEX** le **28/07/2021**

Signature de l'opérateur

  
**APAVE SUDEUROPE**  
 Parc Technologique  
 4 rue Louis de Broglie - BP 37004  
 21070 DIJON Cedex  
 Tél. 03 80 78 74 50 - Fax 03 80 78 74 59

## 2 CONCLUSION(S) DU RAPPORT

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante.

### Liste des locaux non visités :

Aucun

### Liste des éléments non inspectés :

Aucun

## 3 RESULTATS DU REPERAGE

Dans le cadre de cette mission, l'intervenant Apave a examiné uniquement les composants et les locaux ou les volumes auxquels il a pu accéder dans des conditions normales de sécurité.

### 3.2 Matériaux et produits de la liste B / Eléments extérieurs contenant de l'amiante

#### 3.2.1 Matériaux et produits nécessitant une évaluation périodique (EP)

Aucun

#### 3.2.2 Matériaux et produits nécessitant une action corrective de premier niveau (AC1)

Aucun

#### 3.2.3 Matériaux et produits nécessitant une action corrective de second niveau (AC2)

Aucun

### 3.3 Matériaux ou produits de la liste B / Eléments extérieurs ne contenant pas d'amiante

Néant

## 4 PRECONISATIONS

Le présent document constitue un élément important du dossier technique amiante qui doit être mis à jour et tenu à la disposition :

- des occupants de l'immeuble, des employeurs, des représentants du personnel et des médecins du travail si l'immeuble comporte des locaux de travail

et communiqué :

- aux opérateurs de repérage amiante pour les diagnostics avant démolition totale ou partielle.
- toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti
- aux personnes mentionnées à l'article 1334-29-5, paragraphe 2, 2<sup>ème</sup> alinéa.

Toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant, doit être avertie de la présence d'amiante.

L'opération de repérage devra être étendue aux locaux fermés ou non visités et aux éléments non inspectés s'ils existent

Nous vous rappelons que des dispositions spécifiques de protection des travailleurs intervenant sur les matériaux et produits contenant de l'amiante sont stipulées dans le cadre du code du travail. Elles comprennent notamment l'obligation d'élaborer une analyse de risque et un mode opératoire pour éviter toute action pouvant libérer des fibres dans l'air (ponçage, frottement, perçage, découpage...).

Nous vous conseillons de faire appel à un maître d'œuvre spécialisé pour concevoir le projet de suppression de l'amiante et à une entreprise spécialisée pour réaliser les investigations approfondies avec sondages destructifs et les travaux de démolition conformément aux recommandations de la CNAMTS, des CARSAT – CRAM – CGSS, des guides de l'INRS et de l'OPPBTP, et des directives de l'inspection du travail.

<b>5</b>	<b>COMMENTAIRES RELATIFS A LA PRESTATION</b>
<b>5.1</b>	<b>OBJECTIF</b>

La prestation a pour objectif de réaliser le repérage complémentaire-des matériaux de la liste B / éléments extérieurs que le propriétaire doit effectuer :

- pour la réalisation de l'état mentionnant la présence ou l'absence de produits contenant de l'amiante mentionné à l'article R. 1334-29-9 du décret 2011-629 du 03 juin 2011, lors d'une prochaine vente
- en cas de présence de matériaux ou produits de la liste A en même temps que la prochaine évaluation de leur état de conservation
- avant tous travaux réalisés à titre gratuit ou onéreux, ayant pour conséquence une sollicitation de matériaux ou produits de la liste B
- au plus tard le 3 février 2021

<b>5.2</b>	<b>REFERENCES REGLEMENTAIRES</b>
------------	----------------------------------

Décret n° 2010 – 1200 du 11 octobre 2010 pris en application de l'article L 271-6 du code de la construction et de l'habitation,

Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis et modifiant le code de la santé publique (dispositions réglementaires)

Articles R 1334-15 à R 1334-18, articles R 1334-20 et R1334-21 du Code de la Santé Publique

Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 26 juin 2013 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage et modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 8 novembre 2019 relatif aux compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux, dans les immeubles bâtis.

Arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.

Ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 (Article L 1334-13 du code de la santé publique)

<b>5.3</b>	<b>CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE</b>
------------	----------------------------------------------

**Date(s) de l'intervention** : 28/07/2021

**Moyens mis à disposition de l'opérateur** : Néant

**Documents remis** : Néant

**Commentaire** : Néant

**Conditions du repérage** : Le présent document concerne des matériaux ou produits visibles et accessibles conformément au code de la santé publique. Il n'exclut pas la présence d'amiante dans d'autres parties d'ouvrage pour lesquelles un repérage complémentaire doit être réalisé en cas de travaux ou de démolition. Par conséquent, le présent rapport ne peut être considéré comme attestant de l'absence d'amiante dans l'ensemble du bâtiment objet du repérage.

<b>6</b>	<b>PROGRAMME ET PERIMETRE DE LA MISSION</b>
----------	---------------------------------------------

Notre inventaire porte exclusivement sur les éléments extérieurs définis à la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé publique.

**Liste des locaux (visités / non visités) :**

Etage	Local / partie d'immeuble	Visitée	Justification
Sous sol	Chaudière	OUI	
Tous niveaux	ensemble des locaux	OUI	
Tous niveaux	en extérieur	OUI	

**7 RAPPORT(S) ANTERIEUR(S)**
**Rapports précédents :**

Date	Référence	Société	Objet	Conclusions
14/03/2005	CB487/050 314/0623	BUREAU VERITAS	Dossier Technique Amiante	1 conduit carré peint en bon état dans la chaudière du sous sol <b><u>déposé lors de notre visite</u></b>

## ANNEXE 1 CROQUIS

**ANNEXE 2 ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS**

**ANNEXE 3 PROCES VERBAUX D'ANALYSES**



## ANNEXE 4 ATTESTATION DE COMPETENCE



# Certificat de compétences Diagnosticueur Immobilier

N° CPDI5390 Version 001

Je soussigné, Philippe TROYAUX, Directeur Général d'I.Cert, atteste que :

**Monsieur ROUHETTE Etienne**

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert dénommé CPE DI DR 01, dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention **Amiante Avec Mention\*\***  
Date d'effet : 07/10/2019 - Date d'expiration : 29/06/2022

Amiante sans mention **Amiante Sans Mention\***  
Date d'effet : 07/10/2019 - Date d'expiration : 29/06/2022

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.  
Edité à Saint-Grégoire, le 03/10/2019.



\* Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans les bâtiments autres que ceux relevant de la mention.

\*\*Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans des immeubles de grande hauteur, dans des établissements recevant du public répondant aux catégories 1 à 4 dans des immeubles de travail hébergeant plus de 300 personnes ou dans des bâtiments industriels. Missions de repérage des matériaux et produits de la liste C. Les examens visuels à l'issue des travaux de retrait ou de confinement. Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 25 juillet 2015 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.

**I.Cert**  
Institut de Certification

Certification de personnes  
Diagnosticueur  
Portée disponible sur [www.icert.fr](http://www.icert.fr)

Parc d'Affaires, Espace Performance – Bât K – 35760 Saint-Grégoire

**cofrac**  
ACCREDITATION  
N° 4-0522  
PORTÉE  
CERTIFICATION  
DE PERSONNES  
[WWW.COFRAC.FR](http://WWW.COFRAC.FR)

CPE DI FR 11 rev13

## ANNEXE 5 ATTESTATION d'ASSURANCE

Contrat RC n° 5271124804 1/2



AXA France IARD  
DIRECTION ENTREPRISES  
Production R.C. – Grands Comptes  
Télécopie 01.57 65 07 90

### ATTESTATION

Nous, soussignés, AXA FRANCE IARD S.A., Société d'Assurance dont le Siège Social est situé 313 Terrasses de l'Arche – 92727 NANTERRE Cedex, atteste par la présente que l'assuré

**APAVE**  
Immeuble Canopy  
6 rue du Général Audran  
92400 COURBEVOIE

agissant tant pour son compte que pour celui de **APAVE SUDEUROPE SAS et de ses filiales** :

- APAVE MONACO
- APAVE NOUVELLE CALEDONIE (succursale)
- APAVE NON DESTRUCTIVE TESTING (NDT)
- AQUALIS
- GIE ESQS
- GIE IQSE
- ISIA
- PRORAD

est couvert contre les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile qu'il pourrait encourir à la suite de dommages causés dans le cadre de l'exercice de sa profession, par le contrat n° 5271124804, souscrit auprès de notre Société, pour les activités et les montants de garanties suivants :

#### Activités assurées

Prestations techniques (y compris maintenance) et intellectuelles pour la maîtrise des risques humains, techniques et environnementaux, articulée autour des principaux métiers suivants :

- inspection et vérification des installations techniques, équipements et process
- bâtiment et génie civil
- essais, mesures et métrologie
- laboratoires d'analyses (non médicales)
- conseils
- formation
- certification, contrôle, qualification et homologation

y compris fabrication et vente de produits dans le cadre de ces activités, à destination de tous les secteurs d'activité.

#### A l'exclusion :

- des missions de Contrôle Technique relevant de la loi Spinetta visées à l'article L 111.3 du Code de la construction et de l'habitation
- des travaux de désamiantage (enlèvement de l'amiante friable et non friable)
- des activités de classification et certification de navires et unités offshore.



Contrat RC n° 5271124804 2/2

### TABLEAU DE GARANTIES

Les garanties s'exercent à concurrence des montants suivants :

Nature des garanties	Limites des garanties
<b>Responsabilité Civile Exploitation / Après Livraison / Professionnelle</b>	
<b>Limite générale « Tous dommages corporels, matériels et immatériels » confondus</b> <i>Sans pouvoir excéder pour :</i>	5 000 000 € par année d'assurance
a) les dommages immatériels non consécutifs	5 000 000 € par année d'assurance
b) les atteintes à l'environnement accidentelles sur sites des assurés non soumis à Autorisation ou Enregistrement	2 500 000 € par année d'assurance
c) tous dommages corporels, matériels et immatériels aux Usa/Canada <i>sous-limités :</i>	5 000 000 € par année d'assurance
c.1) Dommages immatériels aux USA CANADA	1 000 000 € par année d'assurance
d) tous dommages causés par l'amiante et le plomb *	2 500 000 € par année d'assurance *

**\*Il précisé que cette garantie s'exerce également dans la limite des montants de garanties précités ou indiqués aux conditions particulières, en fonction de la nature des dommages.**

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du **01/01/2021 au 31/12/2021** inclus sous réserve du règlement de la prime et des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à PARIS le 22/12/2020  
Pour servir et valoir ce que de droit.

**POUR L'ASSUREUR :**

